

Section de l'HERAULT

DECLARATION LIMINAIRE

Madame la Présidente,

Ce CTL ayant pour ordre du jour "les suppressions d'emplois", se réunit pour la 2eme fois.

Les élus FO-DGFIP-34 avaient souhaité participer au 1^{er} CTL du 16 janvier sur ce sujet, pour remplir le mandat qu'il leur a été donné lors des élections d'octobre, en s'exprimant sur la politique absurde menée par nos gouvernants, dévastatrice et insupportable aussi bien pour les agents que pour les usagers.

Si boycotter la première instance avait une signification les années précédentes, depuis l'application des règles issues des Accords de Bercy signés notamment par la CGT et Solidaires, il nous avait semblé plus efficace de venir et voter "contre" vos projets à l'unanimité des OS et d'exiger d'autres propositions voire le refus de supprimer des emplois dans le département, puisque vous reconnaissez vous-même les difficultés engendrées par ces coupes claires.

Mais malheureusement l'attitude des autres OS n'a pu permettre cette contre proposition en empêchant ainsi d'éventuels amendements au projet initial.

C'est pourquoi aujourd'hui nous ne souhaitons pas participer à cette mascarade de Comité technique, mais par contre voulons vous exprimer ce que nous voulions déjà vous signifier lors du 1^{er} CT du 16 janvier.

Les élus FO-DGFIP-34 dénoncent donc cette poursuite aveugle de suppression des emplois à la DGFIP et ses conséquences, à savoir la dégradation du service public fiscal et financier et des conditions de travail des personnels. Nos décideurs s'acharnent et poursuivent la curée des effectifs estimant que Bercy se doit d'être exemplaire en la matière, notamment dans le non-remplacement des départs en retraites (2 sur 3)

Or les agents souffrent, partout à tous les niveaux de la hiérarchie. Le mal est connu et reconnu et pourtant la casse continue avec un cynisme affiché. Nous sommes là pour relayer la colère et l'incompréhension de ces agents face à la destruction du Service Public, méthodiquement programmée à travers la RGPP mais aussi pour dénoncer l'absence d'écoute face à leurs difficultés.

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes successives et des restructurations, des aménagements immobiliers parfois totalement inconséquents, et du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes.

Ils souffrent de la perte de sens de leur travail, d'un management obsédé par la satisfaction d'objectifs mais aussi du manque de considération de leur situation personnelle.

Certes, nos différents cris d'alarme, entendus malheureusement suite à des tentatives de suicide, vous ont poussée à accepter via le CHS, de lancer une étude sur les risques psychosociaux dans le département de l'Hérault. Cependant les solutions préventives qui

seront préconisées seront tronquées compte tenu de la consigne d'occulter le sous effectif comme facteur prépondérant.

Cette politique qui ne s'appuie que sur des critères comptables (supprimer aveuglément des milliers d'emplois pour réduire la dépense publique) déconnecte totalement les moyens, des besoins.

Pour FO-DGFIP34, ce "TAGERFIP" ne sera rien d'autre qu'un "**TASERFIP**":
Tableau d'**A**ide à la **S**uppression des **E**mplois **R**éférencés aux **F**inances **P**ubliques

Comment les services vont-ils pouvoir fonctionner alors que la côte d'alerte est déjà largement dépassée depuis longtemps ? ? ?

Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois et la mise en place d'un réel recensement des tâches pour tous les services de la DGFIP.

2 441 emplois supprimés en 2012 à la DGFIP, 1 301 pour ce qui est de la filière fiscale et 1 140 pour la gestion publique.

Dans l'Hérault cela va se traduire par 35 suppressions d'emplois :
21 suppressions d'emplois pour la FILIERE FISCALE
14 suppressions d'emplois pour la GESTION PUBLIQUE

- A l'heure où chaque absence que ce soit pour maladie, formation professionnelle ou autre, pose un réel problème dans toutes les structures du réseau du fait des restrictions budgétaires et des objectifs assignés;
- A l'heure où vous-même reconnaissez les difficultés de gestion et le stress provoqué par les restructurations incessantes, la fusion, les nouvelles applications informatiques et les nouvelles méthodes d'organisation qui en découlent,
- A l'heure où la crise continue à engendrer du chômage,
- A l'heure où le citoyen a un besoin accru des services publics pour l'aider à gérer les conséquences de la crise économique,

Les Elus FO-DGFIP-34 revendiquent donc non seulement l'arrêt des suppressions mais légitimement des créations d'emplois.

Sachant pertinemment ne pas arriver à ce résultat localement, nous vous laissons le soin, Madame la Présidente, de répartir seule la pénurie, ce qui est de votre compétence et de votre responsabilité.

Pour nous élus FO-DGFIP-34, il est bien évidemment hors de question que nous "discutions" de la "ventilation" des suppressions d'emplois que nous condamnons par ailleurs, et ce dans un simulacre de dialogue social.

C'est pourquoi nous quittons cette séance et vous appelons à nous rejoindre en grève le 02 février 2012 pour refaire des services financiers et fiscaux, des services publics de proximité et de qualité, au service de tous.

Les élus FO-DGFIP-34 : Gisèle AMOUROUX, Luc DARRAS, Fabienne CARA, Laurent GOMEZ